

HOCINE AIT AHMED - ENTRETIEN AVEC "LIBRE ALGERIE" - PRINTEMPS 2000

Remis en ligne socialgerie, le 7 janvier 2016

Sources Huffpostmaghreb Algérie

Hocine Aït Ahmed, printemps 2000, Libre Algérie....



C'était au printemps de l'année 2000. À *Libre Algérie*, nous étions, autour de feu Ali-Bey Boudoukha (BAB), une poignée de journalistes "réfugiés", l'hebdomadaire *La Nation* où l'on travaillait ayant été suspendu définitivement pour, officiellement des "raisons commerciales" en décembre 1996 après avoir été plusieurs fois bloqué pour "troubles à la quiétude publique".

Hocine Aït Ahmed appréciait-ce n'est pas peu dire- ce que ces "réfugiés" ont fait de ce journal emblématique, fondé par Ali Mécili. Il était un de nos lecteurs les plus attentifs et un de nos plus fervents supporters. Il nous téléphonait souvent pour dire combien il aimait tel ou tel article ou juste pour nous dire bonjour.

En mars 2000, Cela faisait presque une année qu'il avait quitté le pays après avoir frôlé la mort au cœur d'une campagne électorale exténuante mais d'une haute teneur politique.

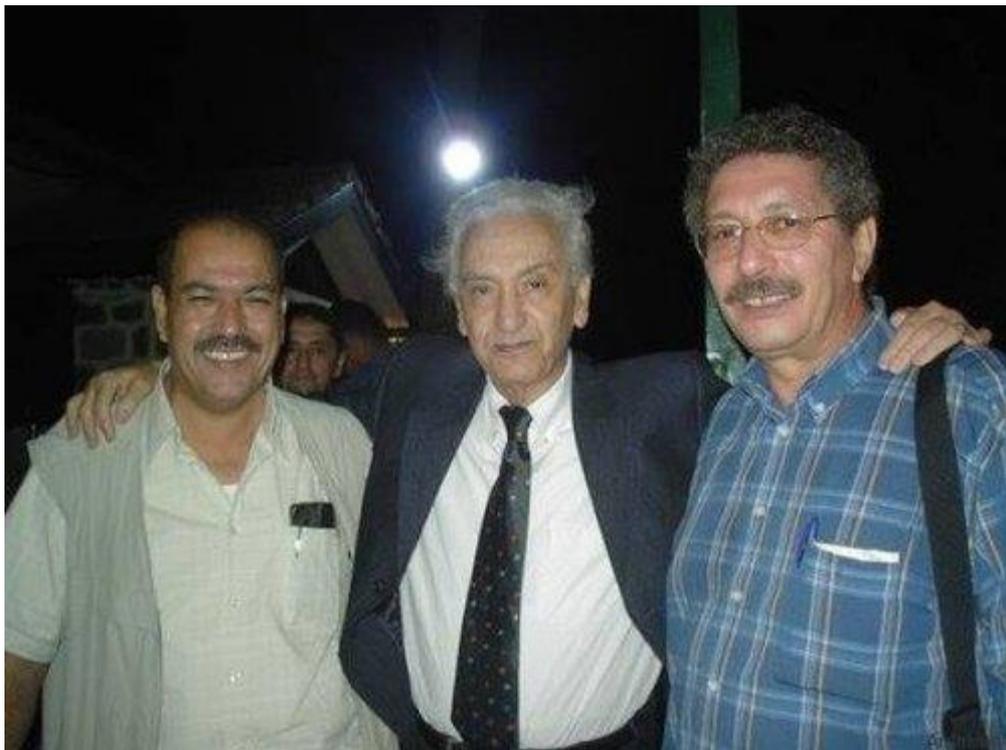
À la rédaction, alors que le régime s'installait autour de Bouteflika, Ali-Bey a dit, caustique, qu'il était temps, à nouveau, de "troubler la quiétude du régime...". Et qui donc pouvait le faire mieux que notre lecteur le plus assidu ? Et comme nous étions sur place, les choses ont été vite faites.

J'ai été chargé de la mission. Cela a donné cet entretien hors-normes que j'ai signé, *Saad Ziane* un de mes pseudos à *Libre Algérie*. J'étais parti avec l'idée de réaliser un entretien "normal". Il en fut autrement. De manière naturelle il a pris une ampleur considérable.

En relisant cet entretien, aujourd'hui, quinze ans plus tard, je trouve qu'il n'a pas pris de ride. Il reste terriblement actuel : c'est un entretien sur l'impasse du régime, sur son extrême dangerosité pour le pays.

Son analyse reste juste, que ce soit pour les "milliards" de dollars qui arrivaient et dont il prédisait qu'ils seront engloutis dans la "prédation mafieuse" qui est le lit naturel d'un "système de non droit" ou pour "l'amnistie-amnésie" cette "insoutenable absurdité" qui veut qu'on ne tire aucun "enseignement pour le pays et ses enfants" de la décennie de sang.

Hocine Aït Ahmed avait un avis tranché sur cet accord entre "gens d'armes" qui "donne une prime exorbitante au sabre et à la Kalachnikov." Ou encore sur la malformation d'origine d'un régime fondé sur la "prépondérance des appareils sécuritaires"... Mais il ne s'agit pas de résumer l'entretien... Il est là...



Aït Ahmed avec Saïd Djaafer et Boudoukha Ali-Bey, Alger, 2007.

VOIR CI-DESSOUS : Entretien : Un Os nommé Ait Ahmed

J'ai eu une grande difficulté à trouver un titre à un entretien qui couvre des questions très larges allant de la décennie de sang à celle qui arrive sous Bouteflika en passant par le décryptage du fonctionnement d'un régime qu'il considérait comme une aberration au regard des combats du mouvement national.

J'ai transmis le texte avec une batterie de possibilités de titres dont "un Os nommé Aït Ahmed". BAB a tranché : c'est le seul titre qui pouvait porter un tel entretien entre clin d'œil à l'histoire et message d'intransigeance démocratique.

Et je pense aujourd'hui encore que Hocine Aït Ahmed continuera à être cet "OS" qui a incarné, contre les modes et le culte de la force et malgré l'extraordinaire entreprise de dénigrement qu'il a subie, une vision généreuse, moderne et authentique de la nation algérienne.

À mon arrivée, Hocine Aït Ahmed m'attendait. Souriant. Il a, une fois de plus, (j'avais encore mes cheveux) relevé ma ressemblance présumée avec Saad Dahlab. Au cours de ces journées de discussions ponctuées de séances de travail, il a d'ailleurs beaucoup parlé des militants.

Du mouvement national comme ceux qui après l'indépendance se battent pour la démocratie. Des noms qui m'étaient souvent inconnus mais dont l'abnégation, l'ingéniosité, la capacité à faire de "leurs muscles des cerveaux" en faisait, dans la bouche de Hocine Aït Ahmed, des héros fabuleux.

Ce respect des militants j'ai eu encore, par la suite, à le constater au moment de traduire son livre "**L'Esprit d'indépendance -Mémoires d'un combattant**" (*Barzakh*). Rares en effet sont les livres qui donnent une place aussi grande aux militants "inconnus" dont il tenait à citer les noms.

Nos discussions étaient ponctuées de promenades semées d'amicales embuches. Les gens, de toutes origines, qui reconnaissaient Hocine Aït Ahmed tenaient à le saluer, à lui exprimer leur respect.

Des suisses bien sûr mais aussi des Algériens, des maghrébins, des citoyens du Moyen-Orient.

Je garde encore en mémoire ce syrien d'une cinquantaine d'années qui s'est arrêté à deux pas de lui pour lui dire en levant les bras au ciel : "*vous êtes notre fierté, notre honneur*" avant de se mettre à pleurer.

L'oppression ? Le sentiment de gâchis ? La plainte d'un citoyen de l'aire du "dictaturistan" ? Tout cela sans doute. Hocine Aït Ahmed l'a serré dans ses bras ensuite il s'est mis à lui raconter une histoire drôle.



Saïd Djafer - Directeur éditorial du Huffington Post Algérie

Blog Huffpostmaghreb Algérie

le 29 décembre 2015

Sources : Huffpostmaghreb

http://www.huffpostmaghreb.com/said-djafer/hocine-ait-ahmed-printemps-2000-libre-algerie_b_8889000.html

ENTRETIEN :

UN OS NOMMÉ AÏT AHMED



HuffPost Algérie

Par Saad Ziane

Publié : 29 décembre 2015

Mis à jour : 30/12/2015

"Un OS nommé Aït Ahmed" est un entretien réalisé par Saïd Djaafer pour le compte du journal Libre Algérie au printemps 2000. Un entretien fleuve, signé Saad Ziane*, qui porte sur "l'impasse du régime et son extrême dangerosité pour le pays". Le Huffington Post Algérie a décidé de republier cet entretien qui reste très actuel.

Pour sa première interview depuis l'incident cardiaque qu'il a eu en Avril 1999, M.Hocine Aït Ahmed, va au fond des choses et dissèque la situation politique du pays et dénonce les illusions des fausses sorties de crise qui reconduisent les logiques qui ont mené le pays à la guerre et aux horreurs.

L'amnésie-annistie est terrible pour la nation

Commençons par l'actualité immédiate : que vous inspire la grâce amnistiante décrétée par le pouvoir...

D'abord, je suis de ceux qui ne séparent jamais la politique de l'éthique. Tout ce qui peut sauver une vie humaine, je le salue... Une vie humaine est un empire. Le second principe est qu'on ne peut pas blanchir comme ça, d'un trait de plume, ceux qui, des deux côtés, ont commis des massacres et des crimes.

À l'évidence, la grâce, le pardon ou l'amnistie devraient être l'aboutissement d'un processus politique et psychologique qui concerne les victimes et toute la nation algérienne. Une mesure judiciaire ne peut faire le printemps, ni ramener la sérénité dans les cœurs des victimes. Sinon cela serait tout autre chose qu'une amnistie.

On se retrouve devant une amnésie générale qu'on essaye d'imposer de manière autoritaire pour occulter les terribles épreuves subies par la nation au cours de ces dernières années.

Je comprends que les victimes, toutes les victimes, celle du terrorisme islamiste comme celles de la violence d'Etat ressentent une profonde blessure.

On leur a tué les leurs et personne n'est venu avouer son crime, ni s'expliquer et demander le pardon. C'est terrible car ils sont mis dans une situation d'incapacité d'entamer le douloureux et nécessaire travail de deuil. Et c'est terrible également pour la nation toute entière.

Car en décidant par décret cette amnésie générale, en imposant cette absolution mutuelle entre gens d'armes, on ajoute à l'horreur subie, l'insoutenable absurdité de n'en tirer aucun enseignement pour le pays et ses enfants. Cette absolution, cette amnésie, ce refus d'appréhender les choses par la parole et la reconnaissance des torts, est une agression politique et psychologique.

En revanche, la solution politique que nous préconisons depuis toujours a justement pour but de créer les conditions d'un débat national qui va au fond des choses. " Plus jamais ça " en sera l'enseignement historique. Le syndrome de la guerre civile en Espagne y a permis la réussite de la transition démocratique car il a responsabilisé et rassemblé l'ensemble des acteurs politiques sur le leitmotiv : plus de retour à l'horreur, plus de retour à la case départ.

Ce serait aussi pour nous le point de non-retour. Nous rendrons ainsi impossible l'usage de la force pour se maintenir au pouvoir ou pour y parvenir. Cette grâce par l'amnésie a peut-être suscité de faux espoirs, mais elle n'aboutit pas à cet enseignement. Au contraire, elle donne une prime exorbitante au sabre et à la Kalachnikov. Une fois de plus quelle grave et dangereuse fausse sortie de crise ! Cette manière de faire ne préjuge rien de bon. Il est vraiment intolérable de laisser les choses en l'état. Le ventre d'où est issue la bête immonde n'en est que plus fécond, pour paraphraser Brecht.

La thérapie par la vérité

Comment aurait-il fallu s'y prendre ?

L'histoire récente ne manque pas de modèle de sortie de crise. Prenons-le plus parlant d'entre eux, celui de l'Afrique du sud. Il nous concerne directement. On a commencé par le commencement, mettre les partenaires politiques autour d'une table pour, d'une part, trouver une solution politique et ramener la paix et, d'autre part, préparer l'avenir démocratique en arrêtant les échéances pour édifier un Etat nouveau dans le respect du pluralisme et de la convivialité.

Ce n'était pas une tâche facile après des siècles de ségrégation raciale et de tueries, mais c'était la voie de la raison imposée par la volonté politique des uns et des autres. Ce n'est qu'à partir de là, qu'un climat de confiance et d'espoir a été créé et a fait tomber les tabous. C'est ce qui a rendu possible cette douloureuse thérapie par la vérité, ce psychodrame collectif comme moyen de réconcilier la société avec elle-même, dans le respect de ses différences.

Les vertus de la thérapie par le débat et la vérité, pour l'individu comme pour une nation, ne sont pas à démontrer. Par contre, l'amnésie, c'est une maladie, ce n'est pas un chemin pour la guérison. Elle est grave pour un individu et absolument désastreuse pour toute une nation.

On ne peut ignorer, mépriser, défier, voire insulter les Algériens qui ont perdu les leurs en grand nombre. Huit ans de sale guerre, plus de 120.000 morts, des milliers de disparus, des destructions hallucinantes et voilà qu'on fait en sorte que cela se termine en queue de poisson.

La paix n'est pas là et la mort, cet incurable bacille, continue sa ronde macabre d'une région à une autre, étalant ses horreurs quotidiennement à la une des journaux. Un cautère sur jambe de bois. On s'est abstenu de

remonter aux racines du mal, on a mis les Algériens et les acteurs politiques sur la touche au lieu de les associer. Au contraire, tout se fait dans les coulisses en recourant aux ruses et aux manipulations de bas étage. C'est qu'on ne veut pas résoudre le problème politiquement. Les logiques qui ont mené le pays à la ruine et vers la barbarie sont ainsi reconduites.

À l'évidence, la politique d'amnésie nous éloigne du sens véritable de la concorde. C'est plus qu'un échec. Quand les choses se font ainsi, l'impunité est consacrée et la violence banalisée. De plus, cette banalisation peut être perçue comme une prime à la violence. On est dans une situation Kafkaïenne, celle de "crimes sans criminels et de criminels sans crimes".

Les Algériens en dépit des bombardements médiatiques qu'ils subissent comprennent, de plus en plus, que le référendum, n'était qu'une misérable comédie destinée à donner au chef de l'Etat imposé par la fraude, la légitimité qu'il n'a pu avoir au scrutin présidentiel. Et non pas à ramener la paix et résoudre les problèmes du pays. Toujours et encore la tragédie combinée à l'Opéra-bouffe, qui sont chargés de ne pas rendre la vue à l'Occident aveugle.

Est-ce que vous comprenez l'amertume chez les victimes ?

Je comprends que les victimes du terrorisme comme celles qui ont subi l'implacable répression du pouvoir ne comprennent rien à ce qui arrive. D'autant que la terreur, la mort et la peur sont toujours là. D'autres provocations criminelles semblent se mettre en place en Kabylie, à l'occasion de l'anniversaire du printemps amazigh qui a contribué à enraciner la revendication des pluralismes, Il nous faut un électrochoc à la mesure de la tragédie subie et des révisions déchirantes s'imposent pour les protagonistes de la guerre.

Lorsque la question de la réconciliation est posée en termes techniques, on court droit à l'échec. C'est criminel de ne pas tirer les leçons de ces huit ans de souffrances imposées aux Algériens. Seuls les enseignements tirés des tueries absurdes et cruelles peuvent convaincre les familles de victimes que la réconciliation est une nécessité pour arrêter la machine qui risque encore de broyer les vies par centaines voire par milliers.

Cela ne ramènera pas, hélas, les êtres chers disparus, mais nous leur devons de tout faire pour qu'ils ne soient pas morts en vain. C'est aussi une manière d'honorer leur mémoire. Redonner la parole aux Algériens, c'est leur restituer leurs défenses immunitaires naturelles et les prémunir contre d'autres dérives sanglantes.

Ce qui n'est pas le cas avec la politique menée.

Ce n'est malheureusement pas le cas. La politique de l'éradication qui se fonde uniquement sur la violence et refuse la solution politique entraîne une responsabilité écrasante de ceux qui ne veulent pas la paix. Le choix est en effet entre la guerre et la paix. Les ultras au sein du pouvoir ont choisi la guerre.

C'est clair, leur entêtement à refuser la solution politique, c'est-à-dire la paix, provient de leur refus obsessionnel de reprendre le chemin de la transition démocratique et de perdre le monopole politique qui pérennise leur système.

Nous voilà donc devant la quadrature du cercle. Ce sera le cas aussi longtemps qu'il n'y aura pas un compromis librement discuté, un dialogue transparent qui associe la population, car le premier et le plus important des dialogues, c'est avec les Algériens qu'il doit se faire. Il faut sortir de la politique du mépris pour entrer dans une dynamique politique de paix. L'Algérie en sera, à juste raison, plus glorieuse d'elle-même, en ouvrant la porte du bonheur à son humanité.

Un statu-quo imposé par la force et la fraude !

Le problème est-il inhérent au refus permanent de toute alternative de changement ?

C'est tout à fait exact en ce qui concerne le pouvoir. Les Algériens se souviennent de toutes les occasions perdues depuis plus de trois décennies. À titre d'exemple, le coup d'Etat du 19 juin 1965 s'est fait contre l'accord FFS-FLN proclamé, trois jours auparavant, le 15 juin ; accord qui dessinait les prémices d'une alternative pluraliste.

Puis en juin 91, des chars ont investi Alger, Mouloud Hamrouche a été limogé et le premier processus législatif a été arrêté par un coup de force. Il faut le marteler : c'était un coup d'Etat et un état de siège contre les forces démocratiques et non contre les islamistes.

Le système est incompatible avec un Parlement réellement représentatif, c'est ça l'équation fondamentale. Une telle institution serait une brèche stratégique ne serait-ce que par le contrôle qu'elle pourrait exercer sur l'usage des deniers publics. Ce serait la fin d'une gestion en vase clos exercée par des réseaux, sans reddition de comptes et dans l'impunité totale.

La naissance historique du Parlement britannique avait pour but constitutif de contrôler l'usage des deniers publics. Il n'est pas inutile de le rappeler et de comparer avec cette APN algérienne factice qui ne voit rien, ne contrôle rien et ne demande jamais rien.

Le statu-quo, expression du refus de changement, est imposé par deux institutions fondamentales du régime : la force et la fraude électorale. Même l'alternance crédibilisée par les engagements solennels et publics du Général Liamine Zeroual s'est terminée en queue de poisson. C'était un scrutin préfabriqué par les baïonnettes.

Le régime ne change pas, mais les choses ont bien changé à travers le pays. Le retrait des six en a été l'expression spectaculaire, à la mesure des changements profonds qui ont animé la dynamique populaire lors de la campagne électorale. Cette dynamique a fait paniquer le régime, c'est ce qui explique l'OPA sur les urnes, le refus de lever l'état d'urgence, la relance des attentats et le harcèlement contre les forces politiques autonomes.

Ce qu'est le Contrat National

Ne pensez-vous pas que l'alternative manque de visibilité ?

On ne peut pas dire que le Contrat National, signé à Rome, n'était pas visible puisqu'il est apparu comme une alternative sérieuse non seulement au plan national mais aussi au niveau international. Les réactions et les attaques grossières du régime s'expliquent justement par sa visibilité et son énorme impact. Le changement était à portée de main pour peu que les tenants du système aient accepté l'offre de paix.

Le Contrat National était en lui-même un événement historique. Pour la première fois, dans l'Algérie indépendante, les partis d'opposition et des personnalités de tendances et idéologies différentes ont dialogué et ont fini

par se mettre d'accord sur une solution pacifique, politique et démocratique de la crise.

Nous avons commencé enfin à faire de la politique rappelant ainsi le pluralisme politique qui a existé dans la société durant la décennie 1944-1954. Nous ne nous sommes pas contentés de faire une déclaration platonique, nous avons proposé tout un processus concret pour ramener la paix et mettre en place, à plusieurs, les institutions pour préparer le retour à la transition démocratique.

Nous avons tenu à faire un travail de balisage en précisant les principes qui constituent les piliers d'un système démocratique. Nous avons consacré le rejet de la violence pour se maintenir ou accéder au pouvoir, le respect des droits de l'homme et de la personne humaine, le respect des libertés individuelles et collectives sans distinction de sexe et de confession, le droit à l'alternance. Nous avons vraiment fait de la politique et cela reste dans la tête et le cœur des gens.

Loin d'aller en guerre, c'est la paix que nous avons déclaré au régime avec l'espoir que l'intelligence et le réalisme l'emporteraient sur les vieux schémas de domination de la société. Un jour ou l'autre, il faudra bien s'asseoir à une table et parler avec le pouvoir. Le plus vite sera le mieux.

Vous avez pris connaissance de la composition du gouvernement. Que pensez-vous du statut spécial d'Ahmed Ouyahia ?

D'abord, l'Algérie est restée sans gouvernement pendant huit mois et celui qui a été formé est une Tchekchouka sans programme, ni vision d'ensemble. Les dosages avec lesquels il est composé ne répondent à aucune rationalité. Ses membres ne sont que les fonctionnaires apparents du pouvoir de l'ombre.

Par ailleurs, une série de faits montre que l'on va dans la mauvaise direction, qu'on tourne le dos au changement. Il est erroné de croire à un bras de fer entre Bouteflika et l'armée. Car Bouteflika fait partie d'un clan de l'armée dont la candidature a été vendue aux autres clans. Donc, l'enjeu n'est pas le changement, mais celui d'une guerre de suprématie à l'intérieur de la nomenklatura et cela n'intéresse pas l'avenir de l'Algérie. Et cette déclaration proclamant le monopole du pouvoir sur la télévision et qui de toute façon est inaccessible à l'opposition réelle !

L'inculture traditionnelle du parti unique revient aux postes stratégiques ! On feint d'ignorer ce qu'est un service public, plus de dix ans après la chute du mur de Berlin ! Et plus que jamais la reconduction de l'état d'urgence verrouille les champs politique et médiatique. Le fait que le FFS soit, aujourd'hui, systématiquement dans l'œil du cyclone est une donnée plus inquiétante : supprimer un parti parce qu'il a su et pu conserver son autonomie prouve que l'on veut boucler l'ultime étape de la normalisation, au sens bréjnévien du terme. La nomination d'Ouyahia à la justice s'inscrit dans cette même logique et c'est un très mauvais présage...

Pourquoi ?

Parce que les œuvres de cet homme parlent d'elles-mêmes. Il a été Premier ministre et sur ses ordres des lettres de cachets ont été utilisées pour parquer des charrettes entières de cadres en prison. Je passe sur les ponctions de salaires et les mensonges publics sur le bilan des victimes de la guerre. Lui-même a dit qu'il avait accompli le " *sale boulot* " et il faut craindre que cela ne soit aussi sa mission à la tête de la justice.

Faut-il espérer que cet homme va laisser la justice faire la lumière sur les crimes, les disparus, sur les assassinats qui ont eu lieu, comme celui de Matoub ou du jeune Hamza Ouali et de tant d'autres ? J'ai l'impression que loin de s'ouvrir, ces dossiers vont se refermer et subir la glaciation générale du système. Je n'entre pas dans les lectures qui veulent qu'Ouyahia soit là pour marquer Bouteflika et se préparer à la succession.

L'indépendance de la justice passe par une rupture totale du cordon ombilical et autoritaire qui maintient sa sujétion au pouvoir politique. J'ai peine à croire qu'Ouyahia puisse répondre aux aspirations des Algériens à une justice qui fonctionne sur la base de l'égalité devant la loi et qui consacre le principe de la présomption d'innocence. C'est d'une gravité exceptionnelle que de couper l'espoir aux Algériens et aux magistrats en maintenant la confusion entre les pouvoirs.

Les milliards dont parle Bouteflika..

Où réside la gravité ?

Quand j'entends Bouteflika dire qu'il y a des milliards de dollars qui attendent, je pense qu'on est en pleine supercherie. Ou en plein délire. On peut trouver des économistes géniaux qui peuvent élaborer les meilleurs plans de développement, cela n'y changera absolument rien. Mêmes les embellies pétrolières seront englouties dans la logique de prédation mafieuse qui domine dans le pays. Car ni l'argent, ni même ces milliards dont il ne cesse de parler, ni les meilleurs projets ne permettent le développement économique et social quand le règne du droit est absent.

Aucun programme, qu'il soit libéral ou non, de droite ou de gauche, ne peut être valable dans un système de non droit. Et nous sommes dans un système de non droit. Pourquoi voulez-vous que les investisseurs étrangers ou nationaux prennent des risques pour mettre leur argent dans cette jungle ? Et c'est là, le rapport avec la justice.

Le droit, ce n'est pas de la philosophie abstraite, c'est du concret. Et la crise économique dans laquelle sombre notre société, l'absence de relance économique s'expliquent aisément par cette situation. Pour me résumer, l'Etat de droit, est l'in-put majeur qui manque à notre pays. Or, le grand problème est que ce système dont la faillite est lisible à ciel ouvert, dont la faillite est reconnue par son représentant officiel lorsqu'il affirme que l'Etat est pourri, ce système demeure réfractaire à la mise en place d'un Etat de droit.

Cela devient criminel quand on connaît l'ampleur des problèmes sociaux, de cette paupérisation qui s'élargit au point que l'on se retrouve maintenant dans une reproduction de la société coloniale avec une petite couche aisée et tout un peuple dans la misère. C'est grave, ce régime est non seulement incapable de résoudre les problèmes des Algériens, mais il empêche également les Algériens de les résoudre par eux-mêmes.

Au cours de ces dernières années, nous avons vécu dans des aberrations juridiques avec les cours spéciales et la soumission de la justice aux forces de sécurité. On a créé des situations incroyables où des forces de sécurité non identifiées ont des compétences sur l'ensemble du territoire pour arrêter qui elles veulent sans mandat de la justice. N'importe qui peut faire n'importe quoi et c'est sur cette aberration que des milliers d'Algériens sont aujourd'hui portés disparus.

On a fait de la majorité des Algériens des présumés coupables. Cette logique est toujours en œuvre et c'est comme des métastases cancéreuses qui rongent

l'individu et minent la société tout en rendant impossible tout espoir de développement. Il en découle inmanquablement des effets pervers redoutables, cela s'appelle vengeance, incivisme et nihilisme.

Que notre peuple ait su garder sa cohésion et sa sagesse relève du miracle. En fait de miracle, c'est sur sa grandeur d'âme que viennent se briser les agressions contre son moi profond et les atteintes continuelles à sa dignité. Il en a vu d'autres. Huit ans d'un cauchemar sans égal n'ont pas entamé chez les algériens cette volonté de vivre ensemble, toujours solidaires et généreux.

Dans une lettre au congrès de wafa vous avez souligné l'importance pour le pays d'avoir une classe politique autonome. Pensez-vous que la classe politique actuelle soit sous contrôle ?

C'est l'évidence historique, il n'y a pas eu de vie politique depuis l'indépendance. Faute de la participation des citoyennes et des citoyens dans tous les domaines de la gestion de la cité, il ne peut y avoir de formation d'une classe politique.

Une classe politique n'est pas un phénomène de génération spontanée, elle est l'aboutissement de compétitions pluralistes. On ne peut parler aujourd'hui que de classe politique en formation dans une société qui a eu très peu d'occasions de s'exprimer et de s'organiser librement.

Il est évident qu'à chaque fois que la parole lui a été rendue, elle l'a exploitée avec une très grande maturité politique. J'ai été ébloui mais pas étonné par la qualité des interventions des électeurs que j'ai rencontrés lors de la campagne électorale dans toutes les régions du pays. Je n'en étais pas étonné car une vie politique empêchée de s'exprimer librement n'en existe pas moins. Nous avons connu cela sous l'occupation coloniale ; l'interdiction ne fait que pousser la maturité politique à un cheminement souterrain et clandestin.

Donc il y a une classe politique en formation qui se bat malgré tout. On l'empêche de se former et de se développer par le déni du droit à l'expression et à la libre organisation. Le verrouillage du champ politique et médiatique n'est pas un phénomène conjoncturel, il ne date pas de l'interruption du processus électoral, c'est un phénomène structurel qui découle de la nature très spéciale du régime. Il y a évidemment un microcosme de castes dirigeantes qui par le monopole " *politique* ", la répression et les trucages électoraux ont empêché les Algériens de s'immiscer dans leurs propres affaires.

La prépondérance conjuguée de l'armée et de la police politique

En quoi consiste cette nature spéciale ?

À bien des égards, la dictature algérienne a été fondée et continue de l'être sur la prépondérance conjuguée de l'armée et de la police politique. Par armée, j'entends sa haute hiérarchie. En régime démocratique, la population est souveraine et exerce par des élections libres et régulières son contrôle sur les institutions de l'Etat.

Chez nous comme dans les régimes staliniens, au nom de l'orthodoxie sécuritaire et des " *intérêts supérieurs de l'Etat* ", c'est la police politique qui contraint la société pour la soumettre en la privant des moyens politiques de s'exprimer. On raconte qu'un Égyptien dont la femme a accouché d'un bébé frappé d'une malformation visible s'est écrié : "*M'rakeb Ghalat, il a été monté à l'envers !*".

Il faut reconnaître que le montage de notre Etat indépendant a été contraire aux formes démocratiques et à l'opposé des critères élémentaires de la modernité. Dans les pays de l'Est que nous avons allégrement plagié, il y avait au moins un contrepoids effectif à l'armée et à la police politique, celui de partis communistes intransigeants sur leur prééminence. Ce n'était pas des fictions ou de simples rouages comme le parti unique en Algérie. Notre Etat a été formé à l'envers avec une prépondérance totale des appareils sécuritaires.

Ce noyau non écrit, non avoué agit dans l'opacité, sans contrôle, par réseaux et cadres clandestins interposés. Tout se passe comme si cette malformation condamnait le régime à s'opposer et à combattre tout changement. Ce particularisme constitutif a fait que le coup d'Etat qui a échoué à Moscou a réussi en Algérie.

Les événements et la terrible répression d'octobre 1988 ont contraint le régime à une certaine ouverture, par effraction certes, mais ouverture quand même, qui a entraîné une éclosion de journaux et de partis politiques. Je passe sur le fait qu'on a fabriqué des partis-cocottes minutes pour parasiter le champ politique... mais la population a exploité cette petite ouverture pour essayer de rendre irréversible le respect des pluralismes politique, linguistique et syndicaux.

L'on sait que l'état de siège proclamé en juin 1991 a initié le processus de retour à la case départ. Et après la signature du Contrat National, la parade du pouvoir a consisté à mettre fin de manière définitive au multipartisme et à s'approprier toutes les expressions de la société voire de mener des coups d'Etat au sein des partis. Cela a commencé par le FLN, puis Ennahdha et cela continue.

Pour parachever la comédie de la façade démocratique, ils n'ont pas interdit légalement le multipartisme - encore que la loi organique de Zeroual était une loi scélérate - mais ils ont tout fait pour le rendre sans effet. Il y a un terrible acharnement avec utilisation de moyens faramineux ou se mêle un travail de basse police et des actions de corruption, pour détruire les forces représentatives.

Je suis donc tout à fait logique avec moi-même d'avoir salué la naissance du parti Wafa en disant dans ma lettre à Taleb Ahmed combien ce nom de Wafa, qui signifie fidélité, est lourd de sens dans cette période difficile. Car en tout état de cause un parti n'est un parti que s'il est réellement autonome.

Cette difformité de l'Etat dure encore ?

Oui, cette anomalie constitue le socle du régime, C'est un Etat hanté et squatté par des gens d'armes qui violentent la société en se plaçant au-dessus d'elle. Aussi longtemps que la nature du régime n'a pas changé et que l'Etat n'est pas remis à l'endroit, on restera dans la logique meurtrière qui est imposée à la nation depuis 1992.

Il ne peut y avoir une alternative que de la société. Avec le pouvoir bien sûr, mais à condition que la société puisse s'exprimer librement. Or, c'est précisément pour empêcher l'émergence d'une alternative que le pouvoir consacre beaucoup de ressources humaines et financières à domestiquer les partis.

Sa réaction grossière et hystérique après la signature du Contrat National s'explique par le fait que le monde et les partenaires de l'Algérie découvraient l'existence d'une alternative. Jusque-là, ils prétendaient qu'il n'y avait de choix qu'entre les islamistes et l'armée. Or, ils découvraient, alors que la politique d'éradication était

un échec, une alternative sérieuse qui ne se contentait pas d'énoncer des principes mais qui a arrêté un processus pratique de retour à la paix et à la démocratie.

Et la réaction du pouvoir a été dure contre vous...

Jusqu'ici, le FFS a été l'un des rares partis à conserver et à sauvegarder son autonomie. Je pense que cela tient aux choix stratégiques que j'ai énoncés dès mon retour en Algérie en Novembre 1989 : empêcher que l'islamisme ait le monopole de l'opposition et de la moralisation de la vie publique.

J'avais dit que nous devions être un parti populaire, ce qui ne veut pas dire populiste, qu'il fallait éviter d'être un club d'intellectuels sans rapports réels avec la population. Et que nous devions organiser un vrai mouvement démocratique de la société. C'était notre but et nous restons sur cette ligne.

Les Algériens le savent, à l'approche de chaque congrès du parti, le pouvoir nous prépare des surprises et des renversements. Mais le FFS est un vieux parti qui a beaucoup d'expérience et de maturité ; il a su déjouer ces tentatives grâce à l'existence du libre débat au sein de ses instances dirigeantes.

Quiconque n'est pas d'accord avec la ligne a le droit de venir s'exprimer, d'exposer son point de vue et de le défendre au sein du conseil national ou des fédérations. Cette capacité de dialogue absorbe les tentatives de coup d'Etat et les rends inopérants.

Le pouvoir se saisit de notre vocabulaire pour le pervertir

Le dialogue avec le pouvoir a été vain jusque-là

Écoutez, nous avons été les premiers à appeler au dialogue et nous n'avons pas cessé de marteler qu'il faut organiser une conférence nationale. Malheureusement le pouvoir s'est saisi de tout notre vocabulaire pour le pervertir. Nous allons toujours au dialogue, mais lorsque les choses tournent à la supercherie, nous avons toujours eu le courage de claquer la porte. Cela nous coûte car nous respectons les gens et nous n'aimons pas les scandales. Mais cela nous coûterait beaucoup plus si nous ne sommes pas fidèles aux engagements pris vis-à-vis de la population.

Notre démarche n'est pas d'être contre le pouvoir mais d'être contre les leurres. Nous n'avons pas le droit d'être dupes, car on aurait ainsi contribué à duper la population.

Certains disent que le FFS aurait dû soutenir le coup d'Etat et qu'il y avait un accord de gouvernement et que votre rencontre avec Hachani entrainait dans ce but...

Ces propos sont d'une grossièreté achevée. Goebels, chef de la propagande nazie, disait que le "mensonge le plus impudent laisse toujours des traces même s'il a été réduit à néant". Voilà qu'à huit ans d'intervalles, on retrouve effectivement des "traces" de la campagne "impudente" orchestrée par le pouvoir, après le coup d'Etat de Janvier et pendant des mois, sur une prétendue alliance entre le FFS et le FIS et un prétendu accord de gouvernement FFS, FIS, FLN.

Pour répondre aux critiques sur la situation des droits de l'homme en Algérie le chef de l'Etat a invoqué les notions de spécificités et de souveraineté. Qu'en pensez-vous ?

Un droit international des droits de l'homme s'est construit depuis la défaite du nazisme et du fascisme en 1945, sur la base d'un tryptique : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Pacte International pour la Défense des Droits Civils et Politiques et le Pacte International pour la Promotion des Droits Sociaux, Economiques et Culturels. Ensuite, une multitude de conventions est venue renforcer cette notion.

De toute évidence, ces Pactes et ces Conventions s'imposent à tous les Etats qui les ont signés et ratifiés ; d'autant que la quasi-totalité des constitutions qui ont fondé ces Etats, y compris les plus dictatoriaux d'entre eux, admettent le primat de la loi internationale sur la loi nationale.

L'époque du bourreau maître chez soi est donc révolue avec l'effondrement des régimes qui, au nom de la sécurité de l'Etat, ont opprimé leurs populations et déclenché les guerres. Du reste, à chaque fois que la violation des droits de l'homme atteint un degré massif, elle crée ce qu'on appelle juridiquement une situation qui relève du Conseil de Sécurité. Et la souveraineté nationale n'est plus opposable à l'intervention des Nations-Unies.

Pour l'anecdote : un ministre européen des affaires étrangères fut interloqué d'entendre son homologue algérien affirmer que l'Algérie a signé davantage de conventions que son pays. Ce partenaire a même eu la pudeur de ne pas lui demander si un de ces instruments au moins était respecté par l'Etat algérien.

La spécificité historique de l'Algérie réside justement dans le fait que le combat pour la libération a été mené au nom des droits de l'homme jusque dans les institutions internationales où la défense de la thèse nationale ne pouvait pas se réclamer de l'existence d'un Etat comme pour le Maroc (sultanat protégé) et la Tunisie (Beylicat).

Elle était fondée sur l'universalité des droits de l'homme et la dénonciation du colonialisme négateur du premier des droits de l'homme, le droit des peuples à l'autodétermination. Ce n'est pas un hasard si le dernier des mouvements indépendantistes se nommait Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD).

La résolution qui a cassé le tabou de l'ingérence dans les affaires intérieures françaises et ouvert toute grande, la voie à l'internationalisation de la question algérienne durant de la guerre de libération a été prise à Bandoeng en avril 1955. Elle reconnaissait au peuple algérien le droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Ainsi donc pendant la lutte de libération nous faisons appel au caractère universel de la protection des droits de l'homme et voilà qu'à l'indépendance, on a mis en avant ce concept de spécificité pour en priver les Algériens. On a étouffé la souveraineté du peuple pour mieux jouer de la souveraineté de l'Etat.

Tous ces termes, de *açala*, de spécificité sont des inventions de dictatures. J'avais dit à l'époque que la *açala* (authenticité) ne se décrète pas et que les cultures d'un peuple se nourrissent de la libre expression. Le priver du droit à l'expression revenait à lui nier sa culture. Et donc, la *açala* bien comprise, nous fait revenir sur le champ souverain des droits de l'homme.

Revenir à la notion de spécificité, c'est la négation totale de notre histoire, c'est un révisionnisme de type politique qui fait fi du combat plus que séculaire de notre pays. On crie sur tous les toits et chaque soir sur l'ENTV qu'on veut restaurer la dignité de l'Algérie, mais on refuse la dignité aux Algériens, à ceux qui font ce pays.

Ce n'est pas étonnant qu'à la faveur de cette régression, on assiste à la naissance de mutants qui ne connaissent rien de leur passé. Pire, il tue également le présent des Algériens en banalisant les massacres et les meurtres. Et cela ne s'arrête pas là. On interdit aux institutions de l'ONU d'assumer leur mission de contrôle et de sauvegarde des droits de la personne humaine dont le droit à la vie et à l'intégrité physique ne souffre aucune dérogation selon les normes internationales.

Il s'ensuit que l'Algérien ne serait plus un homme à part entière. Il déchoit en sous-homme dès lors que son pays est devenu indépendant. Cela expliquerait-il les politiques d'indifférence, de passivité et de complicité que poursuivent les partenaires de notre pays vis-à-vis de cette guerre à huis-clos ?

La révolution algérienne, phénomène presque unique d'auto-mobilisation de la société

Peut-être que cela tient à la vision de l'histoire qu'a Bouteflika. Il vient de dire dans une interview que l'Algérie a été libérée par une élite et que le reste des Algériens dormait ou collaborait avec la France.

Plus le système est grossier plus il ne faut s'étonner de rien. On ne s'imagine pas que l'on est en train d'insulter un peuple qui a été porté aux nues par la communauté internationale. Cette négation historique est démentielle. Le peuple algérien a été le véritable artisan de l'indépendance. Le mot de Ben M'hidi se passe de commentaire : "*Confiez la révolution au peuple, il la mènera jusqu'à la victoire*".

Cela a été une conspiration générale de femmes, d'enfants, de vieillards et d'hommes comme disait Mazzini, un des libérateurs de l'Italie. Les Algériens ont su trouver, sans attendre un ordre de x ou d'y, la parade au quadrillage effectué par un demi-million de soldats et à la mise en place de zones interdites, pour nourrir, héberger et en renseigner les moudjahidine. C'était un phénomène presque unique d'auto-mobilisation de la société.

Ce sont les grandes manifestations historiques d'octobre 1961 qui ont imposé et précipité le processus de négociation avec De Gaulle. Les grands dirigeants de l'extérieur en ont été probablement tirés de leur sommeil. Je n'aime pas les mythes... Pourtant, il faut le dire, ce sont les Algériens qui ont libéré le pays malgré leurs dirigeants.

Je voudrais dire aux Algériens que ceux qui ont eu des résonances publiques dans l'histoire de la révolution ont un devoir d'humilité envers eux. Et qu'ils n'ont absolument aucun complexe à avoir vis-à-vis de ceux qui croient pouvoir, même au niveau de l'histoire, imposer l'amnésie et semer le doute dans l'identité historique de la nation.

Décidément il n'a pas de limite à l'imposture, on veut tout confisquer, l'histoire, l'Etat, la souveraineté, le passé, le présent et même l'avenir puisqu'ils veulent culpabiliser même les enfants qui ne sont pas nés. C'est surréaliste ! On a l'impression qu'on veut fermer aux Algériens ce gigantesque refuge qu'est la mémoire. On ne peut que réprouver cette volonté malsaine de destruction du moi historique de la nation algérienne. On est tenté d'oser le terme de génocide spirituel. Et il est impérieux que cela cesse.

La constitution n'empêche pas le pays de vivre sans normes

Abdelkader Hachani dans son ultime interview à Libre-Algérie disait que le pouvoir n'aime traiter qu'avec les extrémismes pour les instrumenter mais qu'il combattait avec acharnement ceux qui sont modérés et développent une approche sérieuse pour le pays.

Je la partage entièrement et encore une fois je regrette le sort qu'il a subi. L'Algérie a perdu un homme de valeur, de conviction, un homme modéré.

Je l'ai rencontré avant l'arrêt du processus électoral et découvert qu'il était le fils Si Brahim, un grand patriote avec lequel j'ai milité au PPA. Il doit sans doute ses qualités au fait d'avoir baigné dans cette grande école du nationalisme politique.

Bouteflika veut se doter d'une nouvelle constitution

Ce sera une de plus et cela n'empêchera le pays de vivre sans normes. Il y a eu par le passé des constitutions sur mesure comme celles que se sont données les dictatures de par le monde. Avec la pratique enracinée chez les tenants du pouvoir de ne pas respecter les lois, les règles et même les textes constitutionnels. C'est le règne de la loi du plus fort.

On attendait du général Zeroual qu'il tienne sa dernière promesse électorale qui était de ramener la paix et il nous a fait une constitution qui est un véritable monstre juridique, une constitution dictatoriale qui rappelle le statut de l'Algérie imposé par la France en 1947.

La revendication d'une assemblée constituante élue au suffrage universel marque le long itinéraire du nationalisme politique. L'élection de l'Assemblée Nationale Constituante en 62 consacrait le rêve de plusieurs générations. Elle a fait l'objet d'un coup de force en 63, porte ouverte à tous les sacrilèges.

On a fabriqué une constitution de toutes pièces et l'on a ramené des gens dans un cinéma pour la faire approuver. C'est édifiant car depuis ce temps-là, le régime ne cesse de faire du cinéma en faisant régulièrement des constitutions qu'il ne respecte pas. C'est d'ailleurs un cinéma qui n'amuse personne.

La logique des promesses de la révolution exigeait l'exercice effectif par les algériens de leurs droits politiques pour concrétiser par eux-mêmes leurs droits économiques, sociaux et culturels. Malheureusement du fait de ce coup de force contre la constituante, l'Algérie est mal partie...

"Je ne serais jamais le larbin de personnes"

On parle de dissolution de conseil de la nation et son remplacement par un comité de sages désignés. Etes-vous un sage ?

Considérez-moi comme vous voulez, mais je ne serais jamais le larbin de personne. Par contre, je peux vous dire que la sagesse est d'arrêter la guerre, d'arrêter cette hémorragie meurtrière et d'aller vers une véritable sortie de crise.

Du strict point de vue personnel, la sagesse, c'est d'avoir le temps de méditer, d'écrire et de vivre librement. En tout cas et à la rigueur, être élu librement à la tête d'une mairie, n'importe où en Algérie est plus sage que d'être un président désigné...

La sagesse, c'est d'être sérieux et de revenir à l'essentiel en élisant une assemblée constituante. Et je ne perds rien à m'adresser à l'intelligence des gens parce qu'il n'y a pas d'autre d'alternative.

Par contre, un risque potentiel de chaos existe et peut mettre en danger l'intégrité physique de notre population, l'honneur de notre pays et son unité. Ces gens-là doivent savoir qu'on ne peut faire la grandeur d'un pays en avilissant sa population.

Parlons un peu du FFS. Après le report du congrès, qu'attendez-vous de cette échéance ?

Nous aurions aimé que le congrès se déroule dans un climat de paix et de liberté d'expression et d'organisation pour l'Algérie. Car la création d'une dynamique au sein du FFS dépend aussi de la dynamique de la société. Et nous sommes un parti qui a l'ambition d'être proche des Algériens, de les servir et non de s'en servir.

Cette symbiose que nous voulons avec notre société, nous crée un devoir de responsabilité. Nous savons que nous disposons d'un capital de confiance et nous voulons être constamment à la hauteur de cette confiance. C'est cela notre plus grande force.

Le report du congrès tient à notre volonté de capitaliser la sympathie et l'adhésion que nous avons constatée au sein de la population lors de la campagne électorale.

Pourquoi demander à des gens extérieurs au FFS de donner leur point de vue dans le cadre de l'audit national ?

Oui ! l'audit est ouvert aux alliés, aux sympathisants et à quelques dirigeants du mouvement associatif autonome. Dans la mesure de nos moyens, évidemment, la parole leur sera donnée, et c'est là également une façon de dialoguer avec la société civile.

Nous devons apprendre à nous remettre en cause en étant en écoute permanente des gens et pas seulement des militants. L'esprit de responsabilité commande d'intégrer les nouvelles élites issues des catégories sociales marginalisées. Vous voyez donc, nous nous mobilisons pour faire du 3e Congrès, une grande avancée pour la culture démocratique dans le pays ainsi que pour une modernisation plus grande du parti.

Mais l'enjeu primordial sera pour le FFS , à cette occasion, de relancer la dynamique de l'alternative démocratique, en réfléchissant sur les conditions concrètes et les modalités pratiques d'un vrai processus de sortie de crise, dans ses étapes successives ; sans oublier les garanties indispensables que chaque acteur politique doit donner à tous, et que tous doivent donner à l'Algérie, c.à.d. aux citoyennes et aux citoyens.

Avec les contributions des démocrates sincères et cohérents, l'un des thèmes que nous voulons aborder et approfondir est la nécessité d'un Etat fort et démocratique. Un Etat fort et démocratique parce qu'il sera l'émanation d'une majorité politique exprimée et il sera par là-même soumis au contrôle et à la sanction des seuls mécanismes démocratiques du suffrage universel.

Un Etat fort et démocratique, car entre deux consultations populaires, il doit pouvoir intégrer dans ses options générales et ses propres actions quotidiennes, les initiatives privées et collectives issues de la société, dès lors que leurs apports à l'intérêt général seront évidents.

Militer aujourd'hui est une véritable épopée

Un Etat fort et démocratique, qui ne soit pas velléitaire, ou bien parasité par des hommes et des réseaux irresponsables, encore moins embourbés dans des luttes de clans. Un Etat disposant d'une légitimité réelle peut travailler et agir avec la force morale et politique que lui confère cette légitimité. Il n'hésitera pas, le cas échéant, à utiliser les moyens dont il dispose en tant que puissance publique, et ce dans le cadre de l'Etat de droit, cela va de soi.

En clair, un Etat digne de ce nom, débarrassé de la confusion des rôles, des pratiques mafieuses et auquel aucune stratégie d'appareil ne peuvent se substituer. Un Etat bénéficiant de la confiance de la population qui la stimule et l'encourage dans ce qu'elle a de meilleur. *"La haute politique est le bon sens appliqué aux grandes choses"*, disait Napoléon.

Un mot pour les militants du FFS qui ont fait l'objet d'une attention médiatique particulière.

Je ne saurai jamais rendre assez hommage aux militants du FFS qui tiennent chaque jour et depuis si longtemps. Les militants du FFS ne sont pas des anges, ce sont des femmes et des hommes, qui ont besoin de travailler, de nourrir et d'éduquer leurs enfants, de les envoyer à l'université... Ce sont des jeunes qui veulent construire leur vie et se former...

Et militer dans les conditions de l'Algérie d'aujourd'hui au milieu d'un harcèlement policier qui n'a jamais cessé est une véritable épopée. C'est une capacité remarquable à surmonter le désespoir.

Pour militer face au harcèlement médiatique, au harcèlement corrompeur et aux menaces, il faut vraiment être de la trempe de la génération qui m'a formée. Ce sont des gens qui étaient de véritables héros et qui ont fait toutes les prisons d'Algérie, de France et de Navarre. Cela me réconforte car au sein du FFS, il y a des femmes et des hommes de cette trempe qui demeurent persévérants et fidèles à leurs idéaux.

Vous savez que c'est l'anniversaire des décrets donnant naissance à la presse privée. Y a-t-il quelque chose à dire à la presse ?

Je voudrais commencer par ceux qui sont les plus mal lotis, je veux parler des journalistes du secteur public. J'en connais qui sont pleins de talents mais qui n'ont pas la possibilité de le montrer.

Je voudrais leur dire toute ma sympathie. Le traitement que leur inflige le pouvoir est insupportable ; ce mépris qui se dégage des propos de responsables qui leur dénie toute conscience et les réduisent à être des choses, à les ramener au statut de serviteurs est inacceptable. Je sais qu'ils savent ce qu'est la signification du service public et qu'elle n'est pas réductible à un homme ou à un pouvoir.

Je sais aussi que ce genre de propos et de pratiques les blesse, car il va à l'encontre de la notion du service public et contre l'identité fondamentale de l'Algérien qui s'appelle dignité.

Pour la presse indépendante, je pense que les journalistes sont déjà plus à l'aise pour réfléchir à leur métier et à faire leur propre bilan. Il ne me viendrait jamais à l'esprit de leur demander de soutenir le FFS. Par contre, je souhaite qu'ils se battent pour devenir une institution autonome, de se libérer des pressions et de la volonté du pouvoir de les asservir.

C'est là, dans cette bataille, qu'ils rencontreront la société. On peut ne pas avoir les mêmes idées, mais on peut avoir un même combat. Les journalistes ne doivent pas oublier que leur liberté est liée à celle de tous les Algériens. La liberté de la presse, c'est une branche dans un arbre que sont les libertés publiques et ils doivent prendre garde à ne pas couper ce tronc commun qui la rend possible. La presse ne peut pas être une enclave de liberté au milieu d'un pays sans liberté.

Il y a en Algérie un combat général contre l'humiliation et le mépris. Chacun dans son domaine, au-delà des idéologies, est concerné par ce combat. Car la dignité pour un journaliste est de pouvoir exercer librement son métier, la dignité d'un avocat est de pouvoir assumer son rôle et celle de l'homme de politique de pouvoir défendre sa vision dans l'autonomie.

L'honneur de la presse, comme des acteurs de la vie publique, est de ne jamais aller à l'encontre des exigences de liberté, de justice et de paix.

Parlons de stratégie d'avenir car le troisième millénaire est quand même un tournant notamment avec le processus de mondialisation ?

La mondialisation, au sens positif et humaniste, pose un impératif d'ouverture au niveau national et international. Seuls les pays démocratiques sont outillés pour négocier ce tournant. Dans les années 70, l'idée d'un nouvel ordre économique mondial était la tarte à la crème des technocrates algériens. L'idée était bonne mais comment auraient-ils pu être pris au sérieux quand l'ordre interne est totalitaire. Il faut toujours commencer par balayer devant sa porte...

Le Maghreb et les conceptions étriquées du nationalisme

La mondialisation est déjà là, elle s'impose à tous et nous envahit de toutes parts. Elle comporte d'indéniables aspects positifs pour ceux qui savent s'y insérer de manière planifiée et au mieux des intérêts de leur peuple.

L'Europe est partie prenante de la mondialisation car, au préalable, elle a réussi une unification fondée sur un socle démocratique partagé. C'est ce qui fait sa force et lui permet de sauvegarder son identité et ses capacités compétitives dans tous les domaines. En revanche, l'intégration séparée des pays maghrébins hypothèque leurs intérêts et leurs souverainetés.

On ne saurait évaluer les conséquences fâcheuses de l'échec de la construction maghrébine. Les options bureaucratiques et les conceptions étriquées du nationalisme ont stérilisé les nombreuses tentatives d'intégration régionale au Maghreb. Pire elles ont créé un état de tension permanent incompatible avec la coopération et le développement.

Il est déjà tard, mais il est encore temps de relancer la construction maghrébine en changeant de démarche et en édifiant un socle démocratique qui est seul capable de mobiliser les ressources et les énergies pour un développement durable. Le Maghreb aurait ainsi des atouts et le pouvoir de négocier au mieux de l'intérêt de ses enfants son insertion dans ce monde nouveau qui s'installe.

J'ajoute que d'une manière générale les pays développés ont une grande responsabilité dans l'aggravation des situations politiques, économiques et sociales des pays du Sud. Leur démarche strictement financière et technocratique favorise en fait la mise en place d'une véritable internationale des dictatures.

Ils semblent faire jouer à ces dictatures le rôle de containment des flux migratoires et de gardiens de la stabilité des sources d'approvisionnement en matières premières. On est loin des professions de foi emphatiques sur les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nul doute que cette politique du double langage et du double standard fait le lit de toutes les formes d'extrémisme.

La démocratie, seul remède sérieux à l'extrémisme

Par extrémisme, vous pensez à l'islamisme ?

Entre autres. L'islamisme, par l'ampleur de l'aire géo-démographique où il se manifeste, est l'un des principaux défis des temps présents. Mais il est indissociable des réalités politiques marquées par l'autoritarisme, la corruption et la marginalisation. Ce phénomène est loin d'être monolithique ; c'est une nébuleuse totalitaire dans la majorité de ses tendances et, c'est vrai, même certains modérés d'entre eux ont une vision purement tactique de la démocratie.

Faut-il gérer ce phénomène par la violence ? Je pense que c'est une erreur. Une gestion politique est possible. Il faut s'attaquer aux causes et non pas seulement aux effets. Ces mouvements sont très souvent une réaction aux tentatives de modernisation autoritaire de la société qui ont mis sur la touche des pans entiers des populations. Le paradoxe est que les dictatures qui ont favorisé leur émergence s'en servent souvent pour justifier leur pérennité.

Un seul remède, le véritable : la démocratie et le respect des droits de la personne humaine. Il est clair que l'exclusion et la répression, instruments des dictatures ne sont pas des parades, au contraire, elles sont les meilleurs agents recruteurs du terrorisme et des mouvements violents. Plus vite les Algériens exerceront leurs droits et plus l'Etat en sera renforcé et armé contre les dérives extrémistes.

Cela est possible pour peu que les sociétés disposent de leurs droits politiques et de véritables espaces d'expression et de représentation. L'exemple de l'Iran est révélateur. J'ai des réserves de fond à l'égard du système en place, mais je constate que l'existence d'un scrutin crédible et d'une presse libre ont permis à la société iranienne de s'en saisir pour favoriser une évolution contre " tout Mollah " au profit des réformateurs et des mouvements de gauche.

Force est de constater qu'on sort de tout, sauf du système algérien dont la véritable spécificité est de priver, par la violence et la fraude, la société algérienne des instruments du changement pacifique. Il n'y a pas de voie de réforme royale, elle est toujours particulière. Mais au-delà des particularités historiques et culturelles, la réforme ne peut se faire, pacifiquement, quand les conditions de l'exercice effectif des libertés démocratiques ne sont pas réunies.

Dernière question : comment va la santé ?

Pour ne rien vous cacher, j'ai eu un méchant infarctus. De plus, l'intervention chirurgicale a été tardive. Elle a été lourde mais réussie. Depuis, je poursuis ma convalescence tout en observant un traitement médical plus léger. Je n'ai pas eu de rechute, Dieu Merci. Mon médecin et mon cardiologue me mettent sévèrement en garde contre le stress en me conseillant de ralentir mes activités. Ils ont fini par admettre que mon stress peu provenir d'un tel ralentissement. Alors je continue à me soigner tout en poursuivant mon combat. Non sans tenir compte cette fois de mes limites.

* Entretien réalisé par Saad Ziane, Libre Algérie n° 40, 13 au 28 mars 2000

Sources : http://www.huffpostmaghreb.com/2015/12/29/un-os-nomme-ait-ahmed-n_8884210.html?1451390098